

COMMUNIQUE DE PRESSE

Strasbourg, le 21 juin 2022

A la veille des JO de 2024 en France, adidas est prête à ternir son image et menace 140 salariés en Alsace

Suite à l'information concernant la réflexion engagée par adidas sur ses sièges sociaux en France, les exécutifs des quatre collectivités locales, **Jeanne Barseghian**, Maire de Strasbourg, **Pia Imbs**, Présidente de l'Eurométropole, **Frédéric Bierry**, Président de la Collectivité européenne d'Alsace, et **Jean Rottner**, Président de la Région Grand Est, avaient écrit le 3 juin dernier à la présidence d'adidas pour souligner leur ferme opposition et demander « *une rencontre dans les plus brefs délais afin d'avoir un échange approfondi sur la démarche de l'entreprise et la convaincre qu'elle a toutes les raisons de choisir l'Alsace et Strasbourg.* »

Le 20 juin 2022, une rencontre associant les élus et les représentants des collectivités et la direction générale France d'adidas a eu lieu.

À cette occasion, les collectivités ont exprimé leur totale opposition quant à la réflexion engagée par adidas sur un possible regroupement des sièges sociaux à Paris. Celle-ci est incompréhensible et inacceptable, quatre ans seulement après son installation au cœur de la capitale des Droits de l'Homme, face au Parlement européen, grâce au soutien des collectivités.

Outre le risque social majeur qu'une telle décision, prise dans l'opacité et sans concertation sérieuse, entraînerait pour les 140 salariés attachés au site de Strasbourg et opposés à une recentralisation parisienne, il a été rappelé aux dirigeants d'adidas que ce choix très discutable porterait un grave préjudice d'image pour le territoire comme pour l'entreprise.

Elle serait incohérente au regard de l'investissement des collectivités pour renforcer la vocation européenne et internationale de Strasbourg, la qualité de vie des habitants et des salariés et l'accessibilité multimodale du quartier européen Archipel.

Décidés à maintenir la présence historique d'adidas en Alsace, les élus et représentants des collectivités ont demandé à adidas d'examiner toutes les alternatives, notamment en matière de lieu et d'espace de travail pour les salariés, permettant de maintenir les emplois à Strasbourg. Les collectivités se tiennent prêtes à accompagner et soutenir l'entreprise dans cette démarche et ne comprendraient que cette proposition ne soit pas examinée par adidas.